

~ TRUCS E PATACS ~

« Un discret entrefilet dans je ne sais quel journal, une brève en fond de page ; une

goutte d'information occultée par les débordements politico-pipeul de l'Obamamania, le cruel tintamarre des bombes de Gaza, l'eau dans le gaz des relations russo-ukrainiennes ; un rien à côté des pétarades du Dakar, des houleuses aventures du Vendée-Globe ou des rigueurs de la vague de froid venue de Sibérie.

Non, juste cette nouvelle, libellée à peu près comme suit « ALPHABETISATION TOTALE REUSSIE POUR LA PREMIERE FOIS EN BOLIVIE. »

La Bolivie ? Un de ces pays d'Amérique latine qui, après Cuba, le Chili, le Venezuela, le Nicaragua et quelques autres, secoue le joug de la domination économique et politique des USA.

Après s'être débarrassée du colonialisme espagnol et avoir gagné son indépendance politique lors de l'épopée libératrice de Bolivar au XIX^e siècle, la Bolivie tomba, comme tout le continent latino-américain, sous la coupe économique des Etats-Unis.

Le pays (2 fois étendu comme la France, à peine 6 millions d'habitants et qui se paie le luxe de 2 capitales Sucre et La Paz) s'étend dans la cordillère des Andes, sur des altiplanos (hauts plateaux à plus de 3.000 m d'altitude) et quelques basses plaines où les paysans (2/3 de la population active) font venir avec beaucoup de peine riz, café, coton, caoutchouc et élèvent lamas et vigognes.

Mais l'essentiel de la richesse du pays vient de son sous-sol avec ses mines d'étain (2^e producteur mondial), d'argent, de plomb et son pétrole. Toutes richesses extraites par une classe ouvrière durement exploitée et réprimée lors de nombreuses révoltes. Ici pas de noirs importés d'Afrique : les conquistadors utilisèrent la main d'œuvre locale réduite longtemps à un quasi esclavage (de nos jours encore les Indiens constituent 52% de la population et les métis 27%).

La Bolivie vécut longtemps sous le régime des prononciamientos, les divers clans de l'armée se succédant à un rythme accéléré. Depuis 3 ou 4 ans, un civil, métis, de gauche et progressiste (mouvance bolivarienne comme Hugo Chavez le voisin du Venezuela) Evo Morales est arrivé démocratiquement au pouvoir. Le nouveau Président a décidé de rendre à son pays et à son peuple, avec sa dignité, les richesses de son sol et son sous-sol en procédant à des nationalisations.

Les oligarques ne manquent pas de mettre des bâtons dans les roues du nouveau pouvoir en suscitant par exemple comme dernièrement la sécession de plusieurs régions. En vain jusqu'ici. En donnant à son peuple l'arme de l'instruction, il travaille pour la pérennisation de la démocratie et de l'égalité dans ce pays qui ne les a jamais connues. Il permet aussi à ce peuple de retrouver sa fierté digne de la grande civilisation de l'Empire inca dont il est l'héritier. Rappelons que c'est sur la terre de Bolivie que mourut, assassiné, Ernesto Che Guevara à la tête d'une guérilla en 1967. »
Mathieu Lacougue

Un jour il y a très longtemps une image s'invita dans la tête de l'auteur sans la quitter...

Il fallait subvenir aux besoins de sa famille, l'écriture il n'y croyait pas...

Il a tout de même commencé son histoire il y a 15 ans, son premier roman vous fera rire et pleurer, comme la vie.

Ecrit par notre camarade André Le Corre, prix de vente 18€, à commander à la fédé 05.58.46.41.41



Arsague

Samedi 24 Janvier 20h30

Théâtre gascon

Une comédie d'Eugène Labiche traduite, adaptée et jouée en gascon par les célèbres *Comelodians* de Sault de Navailles.

Organisation : FAPI (Foyer d'Animation Populaire International) et Atau Atau

Croupionnade du mardi gras

Mardi 24 Février

Nouvelle formule à Castelnaud-Chalosse

Journée de la femme

8 Mars 2009

Réservez d'ores et déjà cette date pour une journée qui sera consacrée aux femmes autour d'un débat politique, un repas fraternel et une animation culturelle.

Souscription Permanente

Pour résister à la politique de la droite et de Sarkozy, créer les conditions d'une rénovation à gauche et construire une véritable alternative de progrès, donnons-nous les moyens financiers nécessaires.

BASTENNES : Roger LABOUDIGUE 100 €

SOUSCRIPTION PERMANENTE

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTALVILLE.....

Je fais un don de€uros au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de « Association Départementale de Financement du PCF -ADF-PCF40 », et l'adresser à PCF, BP34, 40001 Mont-de-Marsan cedex. Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé.

« Pourvu que demain le jour se lève, et que le soleil brille enfin. L'avenir ne peut appartenir qu'à celles et ceux qui se battent pour la Liberté et le respect réel de la dignité de l'humain »

Un plan d'urgence pour combattre la crise

Cela fait maintenant trois mois que Nicolas Sarkozy prétend combattre la crise, et même refonder le capitalisme, et cela fait trois mois que les conséquences de la crise s'aggravent de jour en jour, que les vagues de licenciement déferlent, que le pouvoir d'achat dégringole.

Les perspectives de croissance et de chômage pour 2009 sont alarmantes. Des dizaines de milliers d'intérimaires jetés comme des kleenex ces derniers mois à la rue n'ont aucune perspective. Des dizaines de milliers de salariés de la filière automobile, cloués au chômage technique, viennent de passer les fêtes dans l'angoisse. Des milliers de PME sont en rupture de trésorerie. Dans le secteur public, le gouvernement a fermé à double tour les portes de l'embauche. Alors que la crise démultiplie les besoins sociaux, l'hôpital public, l'éducation nationale et l'université, le secteur du logement et du bâtiment sont au point de rupture. Les collectivités locales sont asphyxiées. Et partout, le pouvoir d'achat est en berne, tirant toute la demande vers le bas.

Les annonces gouvernementales ne sont susceptibles ni de prévenir les conséquences à venir de cette crise et ni de traiter ses racines.

1. Les marges de manœuvre financières dégagées depuis l'automne par les différents plans gouvernementaux -428 milliards au total, pas mal pour un pays dont les caisses étaient soit disant vides- sont pour l'essentiel promises à reconstituer les capacités de crédit du système financier sans changer un iota aux critères d'utilisation de cet argent.

2. Le plan de relance proprement dit soumis la semaine dernière par le gouvernement à l'Assemblée nationale est gravement insuffisant : tous les experts reconnaissent qu'il est l'un des moins ambitieux des pays capitalistes et que son impact sur la croissance sera très faible. Et surtout il ignore totalement la relance du pouvoir d'achat et de la consommation

3. Et de surcroît, le gouvernement poursuit une politique de réformes qui a des effets dépressifs extrêmement graves sur l'investissement et l'emploi public. Même quand les besoins éclatent au grand jour de manière dramatique comme pour l'hôpital, le gouvernement nie ces besoins. Le dicton n'a jamais été aussi approprié : quand on veut tuer l'hôpital public, on dit qu'il a la rage. C'est totalement irresponsable !

Dans ces conditions, l'échec d'hier sera celui de demain

La prétendue relance Sarkozy n'aura pas lieu. La politique gouvernementale continuera à être une politique de l'échec. C'est une situation dangereuse pour les salariés, pour l'ensemble du monde du travail,



LES LANDES RÉPUBLICAINES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »
6-8 rue des Forgerons - BP34
40001 MT DE MARSAN Cedex
Tél. 05.58.46.41.41 - Fax. 05.58.75.97.76
e-mail : landes.rep@wanadoo.fr
Directeur Gérant : Christian DUPRAT
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN
C.P. N° 88127 - N° 1800 - 22 Janvier 2009

pour le pays. Le Parti communiste français est totalement décidé à combattre cette politique. C'est pour nous la priorité des priorités. Notre Conseil national vient d'appeler à la mobilisation maximum en ce sens. Il a également décidé, à la suite de premières propositions avancées par ses parlementaires la semaine dernière, de verser au débat public national des propositions pour un véritable « plan d'urgence pour combattre la crise ». La mobilisation syndicale unitaire du 29 janvier et la plate-forme commune signée par tous les syndicats sont des signes qui ne trompent pas.

Le Parti communiste français appelle donc ses militants à être de toutes les ripostes, et à y porter des choix politiques alternatifs.

Ces 22, 23 et 24 Janvier, les Communistes landais seront durant ces 3 jours devant les entreprises, comme à Sony, devant les hôpitaux, dans les quartiers, sur les marchés... pour faire éclater la vérité sur les dangers des prétendues mesures gouvernementales, pour organiser l'action avec les salariés, pour populariser nos propositions ☺

Section du Pays des Luys
Assemblée Générale des Communistes
Lundi 26 Janvier à 20h
À Castelnaud-Chalosse

Section Saint-Sever/Hagetmau
Assemblée Générale des Communistes
Mercredi 28 Janvier à 19h
À Saint-Sever chez JJ. et M. Daugreilh

Jeudi 29 Janvier
Manifestation
À l'appel des organisations syndicales
Mont-de-Marsan 10h30 place des Arènes

Pour agir massivement et interpeller les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

- * Défendre l'emploi privé et public
- * Lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales
- * Exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités
- * Défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale
- * Des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

Bulletin d'abonnement 2009 aux « Landes Républicaines »

Votre abonnement va arriver à échéance fin décembre 2008. Afin de continuer à recevoir « Les Landes Républicaines », nous vous invitons à vous réabonner dès maintenant, et nous vous en remercions.

Nom
Prénom
Adresse
CP Localité

Abonnement annuel normal : 20 €
Abonnement annuel de soutien : 25 €
 30 €
€

Libellez le chèque au nom de la SARL « Les Landes Républicaines » et envoyez-le à : SARL Les Landes Républicaines BP 34 6-8 rue des Forgerons 40001 Mont-de-Marsan cedex

Hormone de croissance

UN VERDICT INTOLÉRABLE

Après une relaxe prononcée par le tribunal correctionnel de Paris dans le procès de l'hormone de croissance, **Jacqueline Fraysse**, Députée communiste se dit stupéfaite. On ne peut, en effet, penser qu'un tel drame ait pu avoir lieu sans que personne ne soit responsable.

Ce verdict est intolérable à l'égard des familles et des victimes qui sont déjà décédées, de celles qui meurent encore chaque jour, de celles qui souffriront à vie.

Cette relaxe est intolérable pour l'ensemble des citoyennes et citoyens dans la mesure où elle ouvre la porte au renouvellement de drames similaires.

Compte tenu de l'importance du sujet qui pose un problème de santé publique, les Député-e-s communistes et républicains demandent que soit convoquée la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale ☺

Appel à la solidarité

AVEC LES 11 PRÉVENUS ÉLUS ET CITOYENS TRAINÉS DEVANT LE TRIBUNAL DE CAHORS

Serge Laybros, militant communiste maire adjoint de Cahors et Conseiller régional de Midi-Pyrénées, ainsi que 10 autres membres de l'association « **Tous ensemble pour les gares** », dont des élus lotois, sont appelés à comparaître devant le tribunal correctionnel de Cahors pour entrave à la circulation des trains. Un Appel à la solidarité a été lancé.

Leur crime : défendre le service public, s'opposer à la suppression de 15 arrêts de trains grandes lignes notamment en gares de Souillac et de Gourdon.

S'il doit y avoir mise en examen pour entrave à la circulation des trains, n'est-ce pas à l'encontre de la direction de la SNCF qu'une telle décision doit être prise ? N'est-ce pas la SNCF qui ferme des lignes, des gares, qui supprime des trains, qui réduit chaque année le nombre de cheminots, contribuant ainsi à la désertification de régions entières ?

N'est-ce pas la SNCF qui par ses décisions va à l'encontre du Grenelle de l'environnement ? En déposant plainte, la direction de la SNCF inverse les responsabilités, criminalisant les citoyens qui résistent et se battent pour la défense et le développement des services publics.

Cette décision constitue une grave atteinte à la démocratie, aux libertés, au droit à manifester. ☺

La paix en Palestine

« C'est mon frère qu'on assassine ! »

Avec Gaza, je ne peux plus me reconnaître dans ma judaïté originelle. J'ai envie de pleurer.

Je suis envahi par la colère et par la honte. Ils sont devenus fous. Ils violent de manière arrogante les règles les plus élémentaires du droit international. Ont-ils oublié l'Histoire, qui est aussi leur Histoire ainsi que celle de millions et de millions de victimes ?

Quelles que puissent être les prises de position de leurs dirigeants élus, aucun peuple du monde ne mérite que la terreur et la mort envahissent des populations civiles.

Seuls des individus complètement déshumanisés –qu'il ne faut en aucune manière confondre avec le peuple qu'ils représentent et qu'ils manipulent– peuvent engager une telle boucherie.

Quelles que puissent être les prises de position de leurs dirigeants élus, aucun peuple au monde ne mérite que la terreur qu'ils représentent et qu'ils manipulent– peuvent engager une telle boucherie.

Comment comprendre, comment tolérer dans ces conditions l'indifférence des dirigeants de la communauté internationale –en décalage significatif avec les populations qu'ils représentent– devant de telles atrocités ?

Seules des mesures concrètes de

rétorsion –qui ne viendront pas ou alors trop tard–, seul un isolement de la part de la communauté internationale seraient à même d'arrêter ce bain de sang pour laisser la place à la diplomatie.

Mais quand on voit la tiédeur des positions de l'ONU, le silence du nouveau président américain, l'absence de véritable réaction des dirigeants de l'Union européenne et celle des pays injustement qualifiés de « frères », on ne peut qu'être désespéré comme tous ceux qui subissent un tel crime.

L'Histoire se répète donc : une fois de plus un peuple victime de guerre est abandonné par ceux qui préfèrent ne rien voir et ne rien entendre alors qu'ils détiennent les clés du conflit.

Ce nouveau crime perpétré, tout ce sang versé –que les agresseurs et ceux qui les laissent faire conserveront de manière indélébile sur leurs mains– ne pourront qu'engendrer une plus forte radicalité et ne serviront en rien l'intérêt d'aucun des peuples de la région.

Que ces bouchers et leurs soutiens –de même que ces présumées forces de gauche de notre pays qui prônent une fausse symétrie et demeurent inactives– aient un jour à rendre des comptes, n'atténue en rien la douleur de ce peuple qui est aussi la nôtre ☺

J.-C. B.

Fédération du PCF Landes

Pour faire entendre notre révolte

C'est le Jeudi 15 Janvier que s'est tenue la 1ère réunion de la nouvelle direction départementale élue par les délégués au 38° congrès.

Une trentaine de Camarades nouveaux et plus « chevronnés » se sont retrouvés et se sont dotés d'une feuille de route pour les prochaines semaines.

S'il serait trop long de résumer les 2 heures d'échanges et de débats, nous retraçons ici les principales décisions prises comme l'élection d'un collectif de Camarades (voir encart) pour animer, impulser, et aider à la mise en œuvre des orientations et décisions prises par le Conseil départemental.

Egalement décidée, la mise en place d'un duo pour développer la presse nationale communiste (*l'Humanité* et *La Terre*) sur notre département. **Christian Duprat** et **Claude Labat** en ont la charge.

Pour ce qui est de la communication de notre Parti (*Landes Républicaines*, site internet, blog), **Elodie Escaffre** et **Alain Baché** en sont chargés. Le nouveau site étant animé par **Philippe Lucas**.

Relance de l'**Association des Elus** qui s'est déjà réunie sous la présidence de **Nicole Bippus** et d'autres camarades élus pour revivifier l'activité de nos structures de proximité (sections, cellules).

22, 23 et 24 Janvier, ces trois journées sont une occasion de faire éclater la vérité sur le prétendu Plan de relance gouvernemental. L'objectif étant d'organiser l'action, la riposte et de faire entendre notre révolte. Nous aurons à notre disposition un 4 pages « *Anti-crise* » (18.000 ex.

pour notre département) et un 4 pages « *Santé* » (10.000 ex.) ; une campagne d'abonnements militants à *l'Huma-hebdo*.

Sont prévues des initiatives publiques sur des secteurs intéressés : par exemple sur Dax, serait opportune une initiative sur les questions de Santé, Thermalisme, Hôpital ; en Chalosse sur les questions agricoles et la ruralité ; Mont-de-Marsan, Mimizan et Tarnos, faire des liens avec la crise et la perspective des élections européennes avec la constitution d'un front commun... Encore la Poste, autant de sujets d'initiatives.

Un plan d'action ambitieux qui va demander la mobilisation de toutes et tous les Communistes, à commencer par les 4 jours de présence sur tous les lieux publics de notre département. L'objectif étant de faire résonner et entendre la révolte ☺

Ce collectif est composé de 10 personnes :

Joëlle Vignasse section Pouillon
Elodie Escaffre Section Mont-de-Marsan
Danielle Rouet-Gonee Section Saint-Sever/Hagetmau
Patrick Gaillacq Section Mugron
Bernard Desgre Section Peyrehorade
David Curculosse Section Mont-de-Marsan
Claude Labat Section Montfort
Henri Destouesse Section Seignanx
Christian Duprat section Bas-Armagnac
Alain Baché Section Mont-de-Marsan

Nationale 10

Pour le maintien du service public et la gratuité



La semaine dernière, au Muret, les agents CGT de la DIRA (ex Equipement) ont organisé une manifestation contre la privatisation de la RN10 dans la traversée des Landes, la disparition du service public et de la gratuité à l'usager.

Au nord de Bordeaux jusqu'à Paris, l'autoroute a été créée en construisant une voie nouvelle. La RN10 gratuite, et même aménagée en 2X2 voies, continue d'exister pour ceux qui ne veulent pas prendre l'autoroute.

Mais dans la traversée des Landes, le gouvernement fait le choix de donner la route nationale à un concessionnaire privé qui prélèvera un péage sur les usagers. Des usagers qui donc n'auront pas de voie de substitution gratuite comme de Bordeaux à Paris.

Cette route nationale 10, qui a été mise aux normes autoroutières sans péage par le ministre communiste Jean-Claude Gayssot, payée par les contribuables, le gouvernement actuel, l'offre aujourd'hui à un concessionnaire privé qui va faire de l'argent sur les usagers.

Les militants communistes, Michel Larrat, ancien Vice-Président du Conseil régional, Christian Duprat, secrétaire de l'Association départementale des élus

Conservons l'accès gratuit de la RN10

Le projet de concéder la RN10 au prétexte de la passer en 3X3 voies, à une société autoroutière privée et ainsi d'y instaurer un péage est inacceptable.

Les usagers, contribuables et les élus landais signataires de cette pétition s'opposent :

Au désengagement de l'Etat et de l'Europe.

A la confiscation du service public de la route.

NON à la privatisation et aux péages,

OUI aux équipements de sécurité

OUI à une route « internationale » gratuite

NOM	PRÉNOM	ADRESSE	SIGNATURE

Pétition à retourner à Indecosa CGT Maison des Syndicats 97 Place caserne Bosquet 400000 Mont-de-Marsan –ou aux Landes Républicaines qui transmettront

Droit de grève

LE PATRONAT SE RÉFORME

Une manifestation de salariés des enseignes « Leroy Merlin » et « Go Sport » s'est déroulée devant l'Assemblée Nationale, avec pour objet le « droit de travailler le dimanche ».

Roland Muzeau, Député communiste est allé dialoguer avec quelques-uns des manifestants en leur demandant s'ils étaient grévistes. Ceux-ci ont fait savoir qu'ils ne l'étaient pas, qu'ils étaient donc rémunérés et pour cause : leurs employeurs avaient autorisé (encouragé ?) leur présence en organisant leur transport en car jusqu'au Palais Bourbon.

Roland Muzeau a pu indiquer combien il était indispensable d'exiger de gagner correctement sa vie sans être obligé de travailler le dimanche. Les salariés présents en ont convenu, tenant à préciser qu'ils étaient « contre l'extension pour tous du travail du dimanche ».

Le débat est possible. La générosité des employeurs de Leroy Merlin et Go Sport instituant une « modernisation » du droit de grève à condition bien sûr que celle-ci serve leurs intérêts, n'y changera rien ☺

Gratuité de l'école primaire

UNE NÉCESSAIRE CLARIFICATION POUR DES AVANCÉES

La FCPE des Landes partage la recommandation de la Cour des comptes quand, dans son rapport sur les communes et l'Ecole de la République de décembre 2008, elle demande à l'Etat de « clarifier le périmètre des dépenses communales obligatoires ». En effet, si le principe de gratuité de l'enseignement primaire institué dès 1881 est étendu à l'école obligatoire et est inscrit dans le préambule de la Constitution en 1946, la liste des dépenses obligatoires à la charge des communes du Code de l'Education est ambiguë.

La Cour des comptes fait le constat de disparités dans le financement, par les communes, des fournitures scolaires des élèves. Le budget communal pour ces fournitures varie de 31 à 64€ par élève et par an dans l'échantillon des communes contrôlées (chiffres de 2005).

Dans le contexte actuel de recul du pouvoir d'achat pour la plupart des familles, la FCPE entend obtenir des avancées de façon à ce qu'un accès équitable aux activités d'enseignement soit effectif.

Première fédération de parents d'élèves dans le département, la FCPE communiquera des éléments en ce sens à ses quelques 70 conseils locaux et elle a, d'ores et déjà, demandé à l'Inspection académique de réactiver un groupe de travail sur la question de la gratuité dans l'école publique ☺